

Mihalaki, le docteur Lupu, anciens ministres; Dobresco, député et tout dernièrement, M. Costa-Foru, subir des attaques sanglantes sans que les agresseurs aient eu à en supporter la moindre conséquence.

Le cas de M. Costa-Foru surtout, est particulièrement navrant. Assailli, dans le buffet de la gare de Cluj, par une bande d'étudiants fascistes, le vaillant vieillard — qui s'acharne à 70 ans à défendre nos libertés constitutionnelles au milieu d'une meute de loups — faillit succomber sous la pluie de matraques nationalistes, devant les yeux des nombreux assistants qui ne firent rien pour venir au secours de la victime, ce qui prouve jusqu'à quel point la peur et la lâcheté sont maîtresses du public roumain.

Eh bien! contre cette tentative de meurtre, on n'a même pas ouvert une action judiciaire!

* * *

Et c'est de la même façon qu'on passe sur toutes les dévastations, fréquentes, dont est la victime silencieuse la pauvre population juive, traquée comme une bête fauve jusque dans ses synagogues et ses cimetières.

Par contre, arrive-t-il, rarement, hélas! qu'un juif ose se défendre contre ces bandits? Il est aussitôt arrêté, jugé et sévèrement condamné.

Le publiciste Gocéa, se décide-t-il un jour à écrire un article, en disant au roi que son gouvernement traîne le pays au gouffre? Il fait immédiatement connaissance avec la justice roumaine, qui l'envoie subir dix-huit mois de prison, peine qu'il purge en ce moment.

Non, il ne nous est pas possible, de lutter avec des armes si désavantageusement disproportionnées!

Dans quel coin du monde a-t-on jamais vu ce spectacle incroyable: *tous les avocats d'un pays* se solidarisent avec la cause d'un assassin, alors que la veuve de l'assassiné reste presque sans défense?

C'est le cas Codreano. Il y a environ quinze mois, le préfet de Jassy, tentant de mettre un frein aux agissements fascistes fut tué dans le prétoire d'un tribunal par l'antisémite Codreano, qui le jour du procès, trouva de son côté tout le corps des avocats de la Roumanie. La veuve n'aurait eu aucun défenseur sans l'intervention personnelle de notre courageux Costa-Foru, l'homme qui git aujourd'hui « *la tête fracassée, mais dont l'âme reste toujours belle* », comme me l'écrivit un ami qui vient de le voir sur son lit de souffrance.

L'acquiescement du criminel fut fêté triomphalement par notre fascisme antisémite. Codreano se maria aussitôt et fit ses noces à la manière de nos anciens voïvodes: en parcourant le pays en costume national, sur un cheval blanc et le sceptre à la main, cependant que les villes à populations juives étaient sacagées par ses hordes.

* * *

Dans quel pays conduit par un gouvernement barbare a-t-on également vu cette autre impossibilité: un colonel qui fait la répression d'un soulèvement, puis, préside lui-même les débats du procès où sont jugés les hommes qu'il venait de poursuivre?

C'est le cas des 485 inculpés de Tatar-Bunar, aujourd'hui libérés aux trois-quarts, les autres, chargés de 300 ans de prison, plus deux condamnations aux travaux forcés à perpétuité. Ils vont au bagne ou à leurs foyers, après avoir souffert les tortures inquisitoriales d'une interminable instruction qui a coûté à leurs familles la ruine. Et ce fut en vain que la défense brandit dans ce procès un document écrasant qui émanait du bourreau même qui présidait, un rapport à ses autorités supérieures déclarant que, dès le début, *toute la révolte se réduisait à environ cent individus, qui avaient été mis aux fers ou tués*, alors que depuis près de deux ans on traînait de supplice en supplice une masse de 485 hommes, en majorité innocents.

Où a-t-on vu un corps législatif qui fasse comme le Sénat de Bucarest, lequel à l'apparition en séance du père de Moraresco, après l'acquiescement du monstre qui avoua plus de cent crimes, se leva debout et proclama son fils le héros national de la grande Roumanie?

Que l'on me montre dans quel pays autre que le mien, le peuple juif est terrorisé par des étudiants dont les institutions culturelles sont dotées des centaines de millions de francs légués par des Juifs riches?

Et quelle est la société d'écrivains qui s'est avilie au point de recevoir dans son sein le directeur de la Sûreté Générale, et, sur ses conseils, publier un communiqué protestant contre les visites d'étrangers tels MM. Guernut, Fournier, Torrès, Barbusse, sinon la Société des Ecrivains de mon pays?

Et ce pays, martyrisé, est un allié de la France. Je souhaite aux deux peuples amis une alliance plus directe et plus efficace. Je voudrais insister ici pour qu'on fasse la distinction nécessaire entre la Roumanie des barbares et le peuple roumain, qui est honnête, pacifiste, travailleur et hospitalier comme il n'y en a pas beaucoup au monde.

Il est habitué à voir son frère aîné, le peuple français, lui venir en aide chaque fois qu'il s'est trouvé dans la détresse. Il a aujourd'hui un besoin urgent de votre intervention fraternelle contre ses sbires, et d'un prompt secours qui lui permette de surmonter sa misère actuelle. Donnez-les lui!

Panaït Istrati

La situation économique et fiscale de la Turquie

Les kémalistes se sont attelés fiévreusement, depuis plus d'un an, à la tâche de la reconstruction économique du pays. Leurs tendances, dans ce domaine, se sont déjà très nettement dessinées. Nous citerons plus loin, avec chiffres à l'appui, quelques-uns des faits qui corroborent cette assertion.

Ces derniers temps, toute l'attention des kémalistes a été plus particulièrement concentrée sur la question des crédits. Ils ont très justement reconnu dans celle-ci le nerf moteur de tous leurs projets économiques. Les difficultés qu'ils rencontreront dès leurs premiers pas, leur ont prouvé que, sans disposer de larges crédits et des établissements susceptibles de les procurer, il n'y a pas moyen d'appliquer la technique moderne à l'agriculture et d'industrialiser le pays. Ils ne firent pas sans voir non plus que, par le recours exclusif aux établissements de la finance internationale, tout leur échafaudage serait à la merci de ces derniers. Ainsi, ils arrivèrent progressivement à créer eux-mêmes des établissements de crédit pour éviter que l'épargne des masses populaires passe dans les caisses des banques étrangères. Sous la pression des conditions objectives, toute une série de banques sont déjà fondées et un certain nombre d'autres sont sur le point de l'être.

Citons maintenant des faits concrets:

1. La Banque d'Affaires, fondée, il y a plus d'un an, par un groupe de leaders kémalistes, avec le concours du gouvernement, a la priorité dans toutes les entreprises et les affaires de l'Etat (trésorerie de l'Etat, monopole des travaux dans les grands ports, etc.).

2. La fondation de la Banque Industrielle et Minière. Le gouvernement y affecta les fabriques de tissages et de métallurgie de l'Etat, d'une valeur de 10 millions de livres et un million et demi de crédit. Les particuliers peuvent y participer. Une loi oblige les fonctionnaires et les employés à se servir exclusivement des étoffes de ces fabriques.

3. La Banque de Crédits pour les Artisans fut fondée par un premier fonds de 100,000 livres turques-or versé par la municipalité de Constantinople. Elle tend à organiser les petits producteurs autour des coopératives.

4. Projet de fondation d'une Banque de Crédit Foncier. Premier capital de 20 millions de livres turques, dont 16 millions seraient fournis par l'Etat et 4 millions par « la caisse des orphelins ».

5. Le gouvernement construit hâtivement le chemin de fer d'Arçani pour permettre à la Banque de Crédit National (capital indigène) d'exploiter cette riche mine de cuivre dont elle a la concession.

6. La construction des chemins de fer avancée très rapidement. Les opérations se font par fermages, accordés aux groupes des capitalistes kémalistes et aux banques nationales privées. Ces groupes sont soutenus par des industriels allemands (Krupp, Stinnes, etc.). Tout le matériel de construction et roulant vient d'Allemagne: 204 kilomètres sur la ligne d'Angora-Sivas (500 kilomètres) et 92 kilomètres sur celle de Samsoun-Sivas (380) sont déjà mis à la disposition du public; 168 kilomètres sur la première et 160 sur la seconde sont en construction. 98 kilomètres sur la ligne de Kutahis-Tavouchanli (220 km.) seront ouverts ces jours-ci à la circulation. En tout 400 km. de chemin de fer sont déjà construits par les soins du gouvernement.

7. Un grand commerçant de Trébizonde, Nemlizade, a reçu la concession d'une ligne étroite sur le littoral de la Mer Noire: la construction de cette ligne est déjà commencée.

8. Le monopole des allumettes est concédé à un groupe financier turco-juif.

Des protégés du gouvernement ont reçu le monopole des travaux de chargement et de déchargement dans les ports de Smyrne et de Constantinople, affaire nécessitant un capital de 4 à 6 millions de livres turques-or.

9. Le commerce d'importation du sucre et du pétrole doit être monopolisé. On parle de confier la gestion de cette affaire, sous certaines conditions, à un groupe de financiers indigènes.

10. Le gouvernement a participé, dans diverses proportions, à la création de fabriques de sucre, de filatures, d'usines de décoloration de riz, etc. dans divers vilayets.

Nous ne sommes pas en présence d'un processus de monopolisation et d'étatisation à proprement parler, mais plutôt d'incarnation multiformes d'un protectionnisme outrancier industriel et commercial. Le gouvernement a pris sur lui de rassembler les efforts capitalistes éparpillés, incapables isolément de jouer

un rôle efficace, pour les vivifier par le concours matériel et moral de l'appareil et des ressources de l'Etat. Au fur et à mesure que ces entreprises se montreront capables de voler de leurs propres ailes, elles passeront entièrement entre les mains d'entrepreneurs, enrichis à la remorque du gouvernement. La politique économique de celui-ci consiste à hâter le développement d'une bourgeoisie nationale capitaliste et à lui assurer une prépondérance sur les éléments cosmopolites dans l'exploitation des richesses du pays.

Cette politique économique est avantageuse au relèvement économique du pays qui se trouve ainsi à l'abri de l'ingérence du capital étranger. Les tronçons de chemins de fer et les routes nouvellement construites, d'une part, le développement des institutions de crédits, de l'autre (banques de crédits agricoles, d'affaires industrielles, etc....) ont donné une grande impulsion à la production agricole. Au cours de 1925, l'étendue de la terre cultivée a augmenté de 45 % par rapport à l'année précédente. On espère qu'elle atteindra, cette année, le niveau d'avant-guerre. Les exportations de la Turquie (presque exclusivement composées de produits agricoles et de leurs dérivés) ont continuellement augmenté au cours des trois dernières années :

Années	Livres turques-or (en millions)
1922	79,2
1923	84,2
1924	88,8
1925	158,8

Comme on le voit, la Turquie a exporté, au cours de l'année dernière, deux fois autant qu'en 1924. En 1911, la valeur de l'exportation atteignait, déduction faite de ce qui revenait aux provinces perdues, 166,5 millions de livres-papier. La production agricole n'est pas très éloignée du niveau d'avant-guerre.

Le commerce est, en général, également en progression. Le total des échanges avec l'étranger était, en millions de livres turques :

Années	Millions de livres turques
1923	229,4
1924	219,8
1925	352,4

Commerce extérieur de la Turquie avant et après la guerre :

Années	Importations Exportations	
	[en millions de livres turques (papier)]	
1911	218,7	166,5
1923	144,8	84,7
1924	131,1	88,8
1925	193,6	158,8

Cela dénote une hausse remarquable de la capacité d'achat du marché intérieur. Mais il faut tenir compte du fait que, pour une grande partie, l'importation est due aux achats gouvernementaux de matériaux de construction de chemins de fer, d'articles de reconstruction des régions dévastées, de machines pour les fabriques municipales, etc. Le montant de toutes ces marchandises est payé par le budget de l'Etat.

La politique fiscale s'accroît dans ses tendances protectionnistes. La Turquie est devenue le paradis des contributions indirectes. L'amélioration de la production agricole se reflète d'une manière salubre sur le budget. Celui-ci, tel qu'il fut accepté par la grande Assemblée, pour 1925, présentait un déficit de 17 millions de livres turques. Cette brèche est presque entièrement comblée par l'excédent des revenus. Les taxes douanières

ont produit presque 10 millions de livres turques de plus que les prévisions. Le monopole des tabacs a donné 5 millions de livres turques de bénéfices de plus du temps de la régie.

Le budget prend chaque année des proportions plus grandes :

Années	Dépenses en millions de l. tq.
1923	104,0
1924	140,9
1925	165,0
1926	210,0 (prévis).

Il y a lieu de noter que la dime est supprimée et remplacée par une taxe payable au marché (8%). Le vide laissé par cette réforme est comblé par le renforcement de la douane, des taxes de consommation et le produit des monopoles. Pour l'année à venir, on se propose de réduire la taxe sur les produits de la terre à 5%. Pour donner une idée de l'alourdissement du fardeau fiscal, nous croyons utile de noter ici le montant des crédits acceptés pour l'exercice de 1911-12, déduction faite de ce qui revient aux provinces détachées postérieurement.

Dépenses	Revenus (en livres turques-or)	Déficit
28,705.500	21,352.800	7,352.700

Une livre-or valant 8 livres-papier, nous avons un total de 170,4 millions de revenus. Ainsi, malgré l'appauvrissement, la diminution de la population et la destruction d'une grande quantité de moyens de production, le gouvernement soutire des consommateurs pauvres 23% d'impôts de plus qu'avant la guerre.

A la lumière de ces chiffres et de ces faits, nous voyons que tous les frais de la politique économique du gouvernement sont soldés par les masses laborieuses du pays. Chaque contribuable qui payait, en 1911-12, 9,4 livres turques par an, a payé en 1925, 12,7 livres turques et devrait payer, au cours du prochain exercice, 16,1 livres.

Ce redoublement des charges fiscales provenant presque exclusivement des contributions indirectes, retombe sur les classes moyennes et pauvres. L'effet de la suppression de la dime n'est pas sensible pour les paysans pauvres puisqu'ils sont tout de même contraints de payer les cotonnades, le sucre, le pétrole et tous les produits manufacturés beaucoup plus cher qu'auparavant. Les 25 à 30 millions de livres turques que le gouvernement utilise annuellement pour construire des chemins de fer et subventionner les entreprises industrielles et minières sont prélevés sur la maigre pitance des couches les plus misérables de la société. Et cet argent, va en définitive remplir les coffres-forts des gros entrepreneurs à qui le gouvernement cède, au fur et à mesure, les entreprises et les monopoles suffisamment consolidés.

La bourgeoisie turque, privée de la possibilité d'exploiter des marchés extérieurs, n'a d'autres alternatives, pour accumuler les capitaux, que d'exploiter le marché intérieur (c'est-à-dire la large masse des consommateurs) et de retirer le maximum de plus-value de la force du travail. Tout en reconnaissant que l'effort économique de la bourgeoisie kémaliste a un caractère progressif — dressant une barrière efficace devant l'invasion du capitalisme impérialiste — les masses laborieuses doivent comprendre le mécanisme intime de ce développement économique qui s'opère sur leur dos et à leurs dépens.

Leur avant-garde organisée doit exiger de toutes ses forces que, par des mesures appropriées, les travailleurs soient mis à l'abri des répercussions du protectionnisme douanier. Il y a lieu aussi de mener une lutte acharnée pour obliger le gouvernement à distribuer gratuitement les terres soumises à une exploitation féodale, de manière à atténuer la misère de la paysannerie pauvre.

B. F.

REVUE DE LA PRESSE

Presse française

Henri Barbusse et le régime Liaptcheff

L'éminent homme de lettres et d'action répute les assertions mensongères du gouvernement de Sofia dans LE TEMPS de Paris.

Nous avons relevé, dans nos colonnes, dès le premier jour de la mutation Liaptcheff-Tsankoff, combien il était erroné d'espérer par ce changement de personnes un changement de régime en Bulgarie, combien il était futile de croire à une cessation, ou même à un affaiblissement de la terreur blanche. Depuis, nous avons dû malheureusement souligner, faits à l'appui, à maintes reprises, combien les événements nous donnaient raison.

Dernièrement, le gouvernement Liaptcheff, essayant à nouveau de tromper l'opinion publique européenne indignée, avait fait publier dans le journal *Le Temps* de Paris un communiqué affirmant que l'ère de la terreur était pour toujours passé en

Bulgarie et que la population y vivait heureuse grâce aux soins affectueux et paternels de Liaptcheff. A cela, *Henri Barbusse* a répondu en adressant au directeur du *Le Temps* la lettre suivante :

Monsieur le Directeur,

J'ai eu connaissance un peu tardivement, par suite d'un déplacement, d'un communiqué publié dans vos colonnes et dans lequel il était dit en substance que les accusations auxquelles nous nous livrons, mes amis et moi, contre le gouvernement bulgare ont trait uniquement à des faits imputables au gouvernement de M. Tsankoff, et que le gouvernement de M. Liaptcheff aurait depuis inauguré, à l'encontre de son prédécesseur, un régime de légalité.

En mon nom personnel en tant qu'auteur d'articles qui ont paru dans un certain nombre de journaux de France et d'Europe et en tant que président du Comité de Défense des victimes de la Terreur Blanche en Bulgarie et dans les Balkans, je tiens à m'élever contre cette grave assertion, qui tend à donner le